

COMMISSION NATIONALE DE DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ

Saisine n°2006-54

AVIS ET RECOMMANDATIONS

de la **Commission nationale de déontologie de la sécurité**

à la suite de sa saisine, le 15 juin 2006,
par Mme Martine BILLARD, députée de Paris

La Commission nationale de déontologie de la sécurité a été saisie, le 15 juin 2006, par Mme Martine BILLARD, députée de Paris, des conditions d'interpellation et de rétention au commissariat central du 11^{ème} arrondissement de Paris de trois jeunes mineurs (B.A-C., C.R-G. et V.C-D.), le 7 avril 2006.

La Commission n'a pu prendre connaissance des actes de la procédure (et singulièrement de l'enquête de l'Inspection générale des services(IGS)) ayant trait à cette opération de police que plus de deux ans après les avoir sollicités.

La Commission a procédé à l'audition des trois mineurs, assistés de leurs représentants légaux. Elle a également auditionné plusieurs fonctionnaires de police : le commissaire V.D. du 2^{ème} district de la direction de l'ordre public et de la circulation (DOPC), le capitaine L.C., adjoint au chef de service de voie publique du commissariat central du 11^{ème} arrondissement, le lieutenant S.L., en poste au service d'accueil de recherches et d'investigations judiciaires (SARIJ) du même arrondissement.

> LES FAITS

Au cours du printemps 2006, de nombreux dispositifs de protection sont mis en place par la direction de l'ordre public et de la circulation afin de faire face à d'éventuelles actions menées par des mouvements étudiants contre l'instauration du « contrat première embauche » (CPE). C'est dans le cadre de l'un d'eux que s'inscrit l'opération de police ayant conduit à l'interpellation et à la rétention de trois jeunes mineurs au commissariat central du 11^{ème} arrondissement.

Le 7 avril 2006 en soirée, plusieurs dizaines de jeunes se rassemblent spontanément et sans violence à proximité de la station de métro Arts et métiers (3^{ème} arrondissement de Paris), non loin du centre Georges-Pompidou. Pour empêcher que ce rassemblement spontané ne se transforme en sit-in ou en un cortège inopiné (avec le risque de violences diverses comme ce fut le cas à plusieurs reprises lors des jours précédents notamment sur le secteur de la Sorbonne), la direction de l'ordre public et de la circulation (TN Z1, c'est-à-dire l'état major de la DOPC) donne l'ordre aux effectifs de police présents sur place (trois escadrons de gendarmerie mobile ainsi qu'un groupe de la 32^{ème} compagnie de la DOPC) de procéder à l'interpellation des groupes de personnes (trente-cinq au total) rassemblées aux abords de la station. Parmi ces personnes se trouvent B.A-C., C.R-G. et V.C-D., tous les trois mineurs, interpellés par des gendarmes mobiles à proximité de l'église Saint-Nicolas-

des-Champs.

Les personnes interpellées par les unités chargées du maintien de l'ordre et devant faire l'objet de vérification d'identité ont été regroupées dans un fourgon de police, dont le chef de bord n'a pas la qualité d'OPJ, parfois entravées – pour les plus virulentes – le temps du transport, puis conduites au commissariat central du 11^{ème} arrondissement. Ce commissariat était en effet désigné comme commissariat de délestage en raison de la possibilité d'aménagement des « nasses » au sein même du parking du premier étage (à l'aide de barrières métalliques séparant les mineurs des majeurs, les hommes des femmes, les personnes munies de pièces d'identité de celles qui en étaient démunies).

Devant l'entrée du commissariat, les personnes interpellées descendaient les unes après les autres à l'appel de leur nom, étaient prises en charge par deux fonctionnaires du commissariat, soumises à une fouille de sécurité, puis escortées jusqu'au premier niveau du parking pour une présentation devant un OPJ du SARIJ dont le bureau était installé pour la circonstance à l'intérieur même du parking.

A un moment donné, un jeune – dont le bras était dans le plâtre – a fait un malaise. Après avoir été mis en position latérale de sécurité par le lieutenant R.P., le jeune homme a été pris en charge très rapidement par les pompiers, avant d'être évacué vers l'hôpital Saint-Antoine. Au fur et à mesure du déroulement de la procédure, les personnes présentes dans les box étaient libérées progressivement, cette remise en liberté s'accompagnant d'une remise aux parents s'agissant des mineurs.

> AVIS

Dans leurs réclamations transmises à la Commission comme lors de leurs auditions, les mineurs B.A-C., C.R-G. et V.C-D. et leurs représentants légaux contestent la régularité de l'opération de police susvisée. Ils considèrent que celle-ci est discriminatoire, injustifiée et qu'elle s'est déroulée en l'espèce dans des conditions peu respectueuses de la dignité humaine, compte tenu de la singularité des lieux de rétention.

A titre liminaire, la Commission remarque que le rassemblement ayant donné lieu à l'opération de police litigieuse n'avait pas été prévu (contrairement par exemple à la manifestation du 4 avril), ce qui explique l'absence d'anticipation et son corollaire : le faible nombre d'officiers de police judiciaire en service au SARIJ du commissariat du 11^{ème} arrondissement au regard de l'arrivée massive des individus conduits dans les locaux de ce service. Faute d'anticipation, les effectifs du SARIJ ont été rapidement saturés et n'ont pas pu être renforcés en temps utile par ceux d'autres unités.

Pour le surplus, la Commission considère que la rétention de personnes interpellées pendant quelques heures dans un parking sommairement aménagé d'un commissariat de police, si elle n'atteint pas le seuil de gravité requis pour constituer un traitement inhumain ou dégradant, n'en est pas moins à exclure, dans toute la mesure du possible, au profit d'un local plus adapté à l'accueil des personnes interpellées.

En revanche, la réclamation soumise à son examen révèle l'existence de multiples dysfonctionnements qui traduisent une instrumentalisation regrettable des règles du droit pénal et de la procédure pénale au profit d'une pure logique de maintien de l'ordre public, le but étant clairement (pour reprendre l'expression d'un commissaire auditionné par l'IGS) de « faire des procédures judiciaires pour faire cesser les troubles à l'ordre public ».

En premier lieu, la Commission constate que des opérations de vérification d'identité impliquant la rétention des personnes concernées – dont des mineurs – au commissariat du

11^{ème} arrondissement ont été réalisées alors même que plusieurs de ces personnes avaient présenté leurs papiers d'identité au moment de leur interpellation. De telles vérifications d'identité sont donc en contradiction totale avec les dispositions – pourtant claires, précises et dénuées de toute ambiguïté – de l'article 78-3 du code de procédure pénale, aux termes desquelles une vérification d'identité ne peut intervenir, à peine de nullité, que dans l'hypothèse où « l'intéressé refuse ou se trouve dans l'impossibilité de justifier de son identité ». Le simple fait que « les jeunes étaient trop nombreux et que les gendarmes n'étaient pas en sécurité » (moyen de défense du commissaire V.D.) ne saurait justifier en aucune manière des opérations de police réalisées en violation flagrante des règles de procédure pénale.

A défaut de s'inscrire dans le cadre d'une opération de vérification d'identité, ces interpellations auraient pu, le cas échéant, trouver une justification sur le fondement de l'article 73 du code de procédure pénale (arrestation en flagrant délit). Encore aurait-il fallu qu'un délit flagrant – et non pas une simple contravention, comme le prétend le commissaire de police V.D. – soit caractérisé à l'encontre des personnes interpellées. Or, contrairement aux allégations – sur ce point encore manifestement erronées – du commissaire de police V.D., aucun délit ne pouvait être caractérisé au moment même de l'interpellation des réclamants. En effet, le délit de participation délictueuse à un attroupement (art. 431-3 C.pén.) ne sanctionne pas le simple rassemblement de personnes sur la voie publique ou dans un lieu public susceptible de troubler l'ordre public. La participation à un rassemblement – même interdit – ne devient punissable que si les personnes participant à l'attroupement ne se dispersent pas après deux sommations adressées par l'autorité compétente ou bien encore lorsque des violences et des voies de fait sont exercées contre les forces de l'ordre (art. 431-4 C.pén.).

En l'occurrence, il résulte des auditions et des pièces de la procédure que le rassemblement nocturne à la station de métro « Arts et métiers » était pacifique, que les individus interpellés n'étaient pas porteurs d'arme et que les interpellations n'ont été précédées d'aucune sommation. Les individus interpellés n'étant pas davantage les organisateurs de ladite manifestation (« Ce soir-là, je n'ai pas interpellé de leaders », selon les déclarations du commissaire V.D.), le délit de l'article 431-9 du code pénal ne pouvait pas être caractérisé. Partant, la conduite au commissariat central du 11^{ème} arrondissement des personnes interpellées ayant justifié de leur identité au moment du contrôle constitue une violation des règles de procédure pénale en même temps qu'un défaut de discernement, constitutif d'un manquement flagrant à la déontologie de la sécurité.

A supposer même que ces interpellations suivies de conduites au commissariat aient été juridiquement fondées, la Commission constate que ces opérations de police se sont accompagnées de nombreuses irrégularités procédurales.

En même temps qu'elle peut comprendre que les effectifs interpellateurs ne quittent pas les uns après les autres leur unité de maintien de l'ordre pour présenter les individus interpellés devant un OPJ du SARIJ, la Commission s'étonne que des personnes interpellées soient conduites devant un OPJ sans fiche d'interpellation (pour les fonctionnaires de la DOPC) ou sur la base de simples fiches d'interpellation (et non de procès-verbaux pour les personnels interpellateurs issus des escadrons de gendarmerie).

Outre le fait qu'elles constituent de simples documents administratifs dépourvus de valeur juridique, ces fiches d'interpellation présentent parfois des insuffisances manifestes : pas de signature du fonctionnaire (ou du militaire) interpellateur, indétermination du motif d'interpellation (ainsi pour le motif « autres » indiqué par l'adjudant R. de l'escadron 44/3 de Pithiviers en ce qui concerne l'interpellation du jeune L.M.).

Ces errements blâmables au moment de la phase d'interpellation se retrouvent également s'agissant de la phase de vérification d'identité. En effet, compte tenu de l'insuffisance des

effectifs du SARIJ (quatre OPJ seulement de l'unité de traitement judiciaire en temps réel de nuit, le lieutenant L., le brigadier-major D., le brigadier B. et le gardien F.), les représentants légaux des mineurs interpellés n'ont été avisés de la mesure de police concernant leurs enfants qu'environ trois heures après l'interpellation, alors que les dispositions de l'article 78-3 prévoient que la personne retenue doit pouvoir prévenir « à tout moment » sa famille ou toute personne de son choix.

En outre, l'examen de la procédure transmise à la Commission révèle qu'un double du procès-verbal de vérification d'identité n'a pas été systématiquement remis aux personnes retenues au commissariat et à l'égard desquelles aucune procédure d'enquête n'a été diligentée, contrairement aux exigences du code de procédure pénale (art. 78-3 C.pr.pén.).

Enfin, l'examen minutieux de certains procès-verbaux atteste d'autres manquements tout aussi regrettables, comme l'absence de la mention de l'heure de fin de rétention, ce qui ne permet pas de vérifier que la vérification d'identité n'a pas excédé le délai maximal de quatre heures prévu par la loi (art. 78-3 C.pr.pén.)

> RECOMMANDATIONS

La Commission, tout en étant consciente des difficultés pratiques auxquelles les forces de l'ordre ont été confrontées, rappelle que ces difficultés ne peuvent justifier que l'état de droit ne soit pas respecté.

Elle recommande que les règles procédurales qui ont été violées soient rappelées aux responsables des opérations en cause dans cette affaire.

Elle souhaite également que des poursuites disciplinaires soient entreprises à l'encontre du commissaire V.D., qui a enfreint des règles légales qu'elle ne pouvait ignorer.

Enfin, la Commission recommande qu'à l'avenir, il ne soit plus recouru à l'utilisation d'un local inadapté, tel qu'un parking, pour retenir des personnes, notamment des mineurs, en vue d'une vérification d'identité, au demeurant injustifiée dans un certain nombre de cas.

La Commission rappelle qu'elle a réclamé la communication des pièces de la procédure en juillet 2006 et qu'elle ne les a obtenus, après multiples relances, qu'en septembre 2008. Elle dénonce ce retard qui entrave son fonctionnement.

> TRANSMISSIONS

Conformément à l'article 7 de la loi du 6 juin 2000, la Commission adresse cet avis pour réponse au ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales.

Adopté le 6 avril 2009.

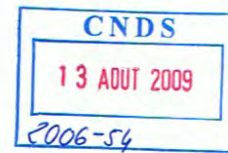
Pour la Commission nationale de déontologie de la sécurité,

Le Président,

Roger BEAUVOIS



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES



Le Ministre

PN/CAB/N° 2009-5442-D

Paris, le **12 AOUT 2009**

Réf. : n° 09-090-RB/CJ/2006-54

Monsieur le Président

Par courrier du 9 avril 2009, vous faisiez part à mon prédécesseur des avis et recommandations de la Commission nationale de déontologie de la sécurité sur les conditions de l'interpellation, le 7 avril 2006 aux abords de la station de métro « Arts et Métiers », et de la retenue au commissariat central du 11^e arrondissement de M. B A -C , M^{lle} C R -G et M. V C -D .

Il convient de rappeler en premier lieu le contexte particulier de l'intervention des services de police : lors des mouvements étudiants contre l'instauration du contrat première embauche, de nombreux cortèges et manifestations avaient permis à des éléments incontrôlés de porter gravement atteinte à l'ordre public en commettant des violences physiques et des dégradations de biens.

Le rassemblement du 7 avril 2006, loin d'être spontané, a été organisé de façon à déjouer toute tentative d'accompagnement par l'autorité de police. Cette stratégie, à laquelle les forces de l'ordre sont de plus en plus souvent confrontées, est facilitée par l'utilisation des moyens modernes de communication (GSM, Internet, etc.) et empêche toute concertation préalable entre les organisateurs et les autorités publiques. Afin de garantir l'ordre et la sécurité, les autorités sont dès lors contraintes de mobiliser de manière improvisée les moyens humains et matériels destinés à la prévention des débordements. Les difficultés procédurales et matérielles soulignées par la Commission trouvent ici leur explication.

Monsieur Roger BEAUVOIS
*Président de la Commission
nationale de déontologie de la sécurité
62, boulevard de la Tour Maubourg*

ADRESSE POSTALE : PLACE BEAUVAU 75800 PARIS CEDEX 08 – STANDARD 01 49 27 49 27 – 01 40 07 60 60
ADRESSE INTERNET : www.interieur.gouv.fr

En conséquence, tirant les leçons des événements, afin de mieux concilier les exigences opérationnelles du maintien ou du rétablissement de l'ordre avec le strict respect des règles de procédure pénale, le préfet de police a engagé une réforme de ses protocoles d'intervention en liaison avec le procureur de la République. Ainsi, les capacités de traitement judiciaire des interpellations ont été accrues, avec la mise en place d'antennes judiciaires mobiles. Les officiers de police judiciaire qui y exercent peuvent engager les poursuites en réalisant les premiers actes d'enquête, dont les notifications des gardes à vue, avant le transfert des personnes mises en cause vers les commissariats d'arrondissement.

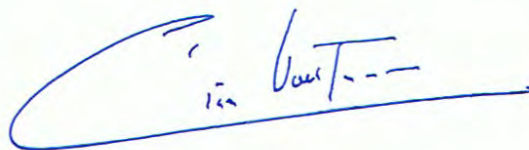
Sur le plan matériel, je rejoins l'avis de la Commission quant au caractère inadapté des locaux de rétention des personnes concernées. J'observe cependant que cet inconfort n'a pas fait obstacle à la satisfaction de leurs besoins sanitaires et alimentaires, ni à la mise en œuvre de leurs droits.

Cette affaire a donné lieu à une enquête de l'inspection générale des services, à l'occasion de laquelle les plaintes et doléances des ayants-droit des mineurs ont été recueillies. Ses conclusions ont été transmises au parquet de Paris.

Enfin, les faits portés à la connaissance de la Commission doivent être examinés au regard des contraintes spécifiques de la gestion de l'ordre public à Paris. Celles-ci privent en effet les responsables présents sur le terrain de l'ensemble des informations et du recul nécessaire à une appréhension de la globalité des enjeux. C'est pourquoi, sauf cas de force majeure, les protocoles d'intervention interdisent toute initiative individuelle. Ainsi, les chefs de service engagés dans le dispositif du 7 avril 2006 ont agi sur les instructions des autorités civiles, transmises par le centre d'information et de commandement de la direction de l'ordre public et de la circulation.

Tels sont les éléments que je souhaitais porter à votre connaissance.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Brice HORTEFEUX